



REPUBLIQUE DU SENEGAL

UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
TECHNIQUE ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

**PROJET D'APPUI A LA FORMATION
PROFESSIONNELLE FEMININE**

FORPROFEM



RAPPORT FINAL

APPUI A LA FORMATION PROFESSIONNELLE FEMININE (FORPROFEM)

SEN0601611

INFORMATIONS DE BASE SUR LA PRESTATION.

Pays	:	SENEGAL
Secteur et sous –secteur CAD	:	Enseignement Technique et Formation Professionnelle
Institution nationale ou régionale chargée de l'exécution	:	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
Agences d'exécution	:	Agence Belge de Développement (CTB)
Nbre d'experts en coopération internationale de la CTB	:	00
Durée de la prestation (selon AS/CS)	:	cinquante quatre (54) mois
Date de démarrage de la prestation :		
Selon AS/CS	:	26 novembre 2006
Effective	:	1 ^{er} janvier 2008
Date de clôture de la prestation :		
Selon AS/CS	:	25 mai 2013
Effective	:	30 juin 2012
Modalités de gestion de la prestation	:	COGESTION
Budget total de la prestation	:	2 500 000 €
Période couverte par le rapport	:	1 ^{er} Janvier 2008 – 30 Juin 2012



REPUBLIQUE DU SENEGAL

UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
TECHNIQUE ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

**PROJET D'APPUI A LA FORMATION
PROFESSIONNELLE FEMININE**

FORPROFEM



CTB SÉNÉGAL

Annexes	Oui	Non
1. Résumé des résultats	X	
2. Etat des recettes et dépenses de l'année sous revue		X
3. Taux de déboursement de la prestation	X	
4. Personnel de la prestation	X	
5. Sous-traitance et appels d'offres	X	
6. Formations	X	
7. Bailleurs de fonds	X	

PREMIÈRE PARTIE : APPRECIATION

PERTINENCE	Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
. Quelle est la pertinence de la prestation par rapport aux priorités nationales de développement?	<i>Très satisfaisant</i>	<i>Très satisfaisant</i>
. Quelle est la pertinence de la prestation par rapport à la politique belge de développement? Indiquez votre score par rapport aux trois thèmes ci-dessous :	<i>Satisfaisant</i>	<i>Satisfaisant</i>
a) Genre	<i>Très satisfaisant</i>	<i>Très satisfaisant</i>
b) Environnement	<i>Satisfaisant</i>	<i>Satisfaisant</i>
c) Economie sociale	<i>Très satisfaisant</i>	<i>Très satisfaisant</i>
. Les objectifs de la prestation étaient-ils toujours pertinents ?	<i>Satisfaisant</i>	<i>Satisfaisant</i>
. La prestation a-t-elle répondu aux besoins des groupes cibles?	<i>Très satisfaisant</i>	<i>Très satisfaisant</i>
. En fonction de ses objectifs, la prestation s'est elle appuyée sur les organes locaux d'exécution appropriés?	<i>Satisfaisant</i>	<i>Satisfaisant</i>

PERFORMANCE	Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
1. Les résultats obtenus par la prestation ont-ils contribué à la réalisation de ses objectifs ¹ ? (efficacité)	<i>OUI</i>	<i>OUI</i>
2. Appréciez la qualité des résultats intermédiaires (efficacité)	<i>Très satisfaisant</i>	<i>Très satisfaisant</i>
3. Les modalités de gestion de la prestation ont-elle été appropriées? (efficacité)	<i>OUI</i>	<i>OUI</i>
4. Les ressources de la prestation ont-elles été suffisantes sur le plan de (efficience) :		

¹ voir annexe 1 pour plus de détails

a. Ressources financières?	<i>TROP JUSTES</i>	<i>OUI</i>
b. Ressources humaines ?	<i>NON</i>	<i>NON</i>
c. Matériel et équipements ?	<i>OUI</i>	<i>OUI</i>
5. Les ressources de la prestation ont-elles été utilisées efficacement et optimisées pour obtenir les résultats attendus? (efficience)	<i>OUI</i>	<i>OUI</i>
6. La prestation a-t-elle été satisfaisante sur le plan coût-efficacité par rapport à des interventions similaires? (efficience)	<i>OUI</i>	<i>OUI</i>
7. Sur base du planning d'exécution, appréciez la rapidité d'exécution de la prestation. (respect des délais)	<i>Satisfaisante</i>	<i>Satisfaisante</i>

	Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
Appréciation globale de la prestation	<i>Très satisfaisante</i>	<i>Très satisfaisante</i>

Les activités déroulées ont permis de mettre en place les dispositifs permettant une bonne insertion des sortantes, notamment:

- Les cellules d'appui à l'insertion,
- Le partenariat avec les professionnels locaux,
- La mise en place du fonds de garantie,
- La formation des formateurs en gestion des entreprises
- La revisite des programmes de formation
- Les 2 éditions de la foire interrégionale organisées en 2010 et en 2011, qui ont facilité les échanges entre les centres d'une part, et entre les centres et le secteur privé d'autre part, avec une large ouverture à l'intégration des professionnels dans la gestion de la formation dans les centres.

Par rapport à l'objectif spécifique, le projet est bien avancé. Pour l'essentiel, le taux de sortantes insérées a augmenté de 7% en 2007 à 58% en 2012. L'augmentation des effectifs dans les centres est partout notée avec un accroissement de 137%. La réduction des effectifs en cours d'année par des abandons a diminué.

Concernant la transparence des dépenses et des revenus, une gestion concertée est en train de faire son expérience dans chaque centre. Des outils de suivi sont mis en place dans chaque centre.

Beaucoup d'équipements sont mis en place notamment informatique, en manuels didactiques, en équipements techniques, Des manuels de formation ont également été élaborés.



Les bénéficiaires, principalement des filles ou des femmes, sont très satisfaites du projet, non seulement pour les opportunités que leur offrent les formations, mais aussi pour la diversification des offres de formation, la qualité de l'encadrement pendant et après la formation.

Le projet est très efficace d'autant plus que les bénéficiaires directs et indirects, les directions et le corps enseignant des centres, ainsi que les acteurs et actrices des divers secteurs économiques et les associations des parents, sont satisfaits des acquis qui contribuent de manière significative à la réalisation de l'objectif spécifique assigné au projet.

Les partenaires sont très satisfaits des réalisations et de leur implication dans toutes les démarches du FORPROFEM et des résultats acquis à ce jour. Ce fait est un atout important pour la pérennisation des actions entamées.

Les équipements et aménagements sont adaptés au niveau technologique et au contexte aussi bien socioculturel que socio-économique des régions.

Le renforcement des capacités par la formation continue à tous les niveaux (filles/ femmes, formateurs/formatrices, responsables de l'insertion, partenaires du secteur économique, l'implication des collectivités locales etc.) et des initiatives individuelles contribueront à la durabilité.

Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
	

DEUXIÈME PARTIE : RÉSUMÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PRESTATION.

1. Rappel de l'objectif Spécifique et des Résultats Intermédiaires de la prestation,

Objectif Spécifique : Les capacités de formation et d'accès à l'emploi des structures de formation professionnelle féminine des régions de Diourbel, Fatick, Kaolack et Kaffrine sont améliorées

Résultat 1 : Des dispositifs d'accompagnement des sortantes vers l'emploi (salarié et auto-emploi) sont opérationnels dans chaque centre.

Les activités déroulées ont permis la mise en place de dispositifs d'accompagnement à l'insertion dans 14 CRETF et CETF de la zone d'intervention (cellules d'appui à l'insertion, activités de transit, système d'information et de gestion, stages et emplois (directs ou activités génératrices de revenus, ...).

Résultat 2: Volet Profils Professionnels et Programmes de Formation - Adapter au mieux les programmes de formation existants aux besoins et potentialités du marché, grâce à leur orientation sur les compétences pratiques et transversales ainsi qu'une meilleure interaction avec la demande. Les programmes de formation déjà élaborés, en synergie avec le SEN024 (Coopération Luxembourgeoise), à partir de profils professionnels définis et caractérisés, sont appliqués et leur implantation a été suivie par les experts en APC. Ces programmes intègrent des modules transversaux tels que le marketing, la gestion selon la méthode GERME (relation avec l'ONUDI), le développement de la personnalité, ainsi que les modules de courte durée

Résultat 3: Volet Gestion des Centres

La performance des centres est acquise grâce à des collaborations multiples avec les autres CRETF et CETF, les autorités, les chambres de métiers, du commerce, de l'industrie et d'agriculture, les mutuelles d'épargne et de crédit et les associations féminines et autres organisations de base).

Les centres agissent maintenant comme des entités autonomes, même s'ils gardent leur statut d'institutions publiques sous tutelle du METFP. Ils ont le droit de générer des ressources propres, par la collecte de droits d'inscription et de mensualités, mais aussi par la vente de produits et de services. Comme ce n'est pas une entreprise privée, la directrice ou le directeur a la responsabilité de rendre compte sur les moyens qui lui sont confiés. Transparence et partenariat sont les mots-clés.

Un centre bien géré construit la confiance chez ses partenaires, ce qui facilite en partie l'insertion des sortantes. Un centre reconnu ou même prestigieux a plus de chance de placer ses sortantes qu'un autre qui mène une vie en marge de la collectivité.

La mise en place de projets d'établissement impliquant le secteur privé, les autorités locales, et les populations, a permis une plus grande ouverture vers les entreprises, les groupements, et les structures qui appuient la gestion des centres.

Résultat 4 : La communication des centres de formation est améliorée

Il s'est agi de rendre les centres de formation plus visibles et plus connus dans leur milieu notamment par l'application du plan de communication pour chaque centre et la participation des centres aux événements spéciaux comme la foire interrégionale de la formation professionnelle et les journées Portes Ouvertes dans les centres.

Résultat 5 : Les personnels des centres (4 CRETF et 10 CETF) sont plus compétents et actifs

Une culture d'actualisation et de formation continue permanente est en phase d'instauration, ainsi que des échanges et apprentissages mutuels entre les personnels des centres établis dans les 4 régions est au sein du secteur METFP en général.

Ce cinquième volet est lié aux quatre précédents :

Il s'agit d'une actualisation permanente des connaissances permettant au personnel enseignant des centres d'être plus compétent, ouvert, conscient, responsable, efficient et efficace, afin de s'adapter aux besoins des bénéficiaires des formations et de les aider à construire une personnalité à la fois forte et responsable.

1. Dans quelle mesure l'objectif spécifique de la prestation a-t-il été atteint, en fonction des indicateurs retenus ?

Les effets positifs observés sont :

- L'augmentation des effectifs des élèves, de 611 filles en 2007/08 à 1452 filles en 2011/12 soit une augmentation de 138% sur 4 ans; Il s'agit aussi bien d'augmentation en quantité qu'en qualité (inscription de filles du niveau de la terminale (dernière année de Lycée))
- Le taux d'insertion a nettement augmenté de 7% en 2007 à 58% (2011). Cette réussite est largement due à l'accès au crédit qui permet aux filles de démarrer leur entreprise quelques mois après la fin de la formation; Les sortantes sont satisfaites des compétences acquises, et se sentent valorisées et leur confiance en soi a été renforcée. Cependant, avec la suppression du fonds de garantie, 254 sortantes sont en attente d'insertion. Toutefois on peut noter le fort taux d'insertion par emploi direct (38%).
- L'amélioration claire et nette de l'image des centres chez les parents et partenaires publics et privés. Même si les sortantes ne peuvent pas encore immédiatement apporter une contribution financière à leur famille, la famille apprécie leur contribution à travers les petits travaux qu'elles peuvent faire pour la famille (p.e. confection d'habits pour la famille).

2. Dans quelle mesure les résultats intermédiaires de la prestation ont-ils été atteints, en fonction des indicateurs retenus ?

Au niveau du résultat 1 (Orientation et Insertion):

Dans chaque centre, une Cellule d'Appui à l'Insertion (CAI) est maintenant opérationnelle et représente un pont essentiel avec l'économique local. Au total, 14 centres d'enseignement technique féminin ont pu installer une cellule d'appui à l'insertion.

Au sein des centres, les cellules coopèrent avec les responsables des filières de formation, de la communication. Ils entretiennent également de bons rapports avec les IA et IDEN, les structures partenaires comme les Chambres de Commerce d'Industrie et d'Agriculture et avec les Chambres de Métiers et avec les professionnels des différents corps des métiers.

Chaque Cellule a été renforcée par un formateur spécialisé en gestion, pour assurer le suivi comptable et financier des projets et un responsable de la communication pour assurer l'information et l'orientation du volet insertion, en rapport avec le coordinateur de la Cellule.

En 2008, **504** élèves sur un total de 611 ont suivi des stages dans 106 entreprises sollicitées. Ces activités ont mobilisé 38 enseignants pour assurer le suivi.

En 2009, les stages sont mieux organisés par rapport à l'année 2008. **710** élèves ont effectué un stage soit un taux de croissance de 40% par rapport à 2008. Ces stagiaires ont été ventilés dans 249 entreprises. A signaler que ces stages ont mobilisés 58 enseignants chargés du suivi

En 2010, au total, 914 élèves ont suivi un stage dans 326 entreprises, avec 72 enseignants chargés de leur suivi.

En 2011, 1.188 élèves ont bénéficié d'une allocation de stage, ce qui a mobilisé 117 enseignants et 282 entreprises dans les 4 régions, à Thiès et à Dakar.

En matière d'insertion, 298 sortantes sont insérées (sortantes de 2008, 2009 et 2010) sur 514 sortantes, ce qui représente un taux de 58%. Ce taux varie beaucoup d'un centre à l'autre. Avant le démarrage du projet, le taux était estimé à 7%. Sur les 298 insérées, 113 ont pu s'insérer par un emploi direct (les recrutements les plus importants sont faits par des ONG telles que le RADI, WORLD VISION).

Sur la base du fonds de garantie, des crédits ont été accordés à 18 GIE à 6 filles à titre individuel pour un montant d'environ vingt-quatre millions de FCFA (36.988 euros). Ce fonds est maintenant supprimé mais la plupart des sortantes ont pu respecter jusque là, les échéances de leur crédit. Actuellement, le total du capital restant dû est de l'ordre de 10 millions de FCFA (15.000 euros).

Pour permettre aux centres de jouer un rôle plus important dans l'insertion de nouveaux modules sont créés en gestion, particulièrement en éducation financière. Les financements seront redimensionnés et les centres vont appuyer la mise en place de petites activités génératrices de revenus, en octroyant des prêts plafonnés à 50.000 FCFA (76 euros) et mettre à la disposition des sortantes les équipements octroyés dans le cadre de la mise en place des activités de transit.

Un test intéressant a été développé au CETF de Nioro, avec la construction et l'équipement d'un jardin d'application, qui forme actuellement 17 talibés venant des DAARAS (écoles coraniques).

Au niveau du résultat 2 (Profils professionnels et programmes de formation):

Force est de constater que la contribution du projet dans le réaménagement du paysage didactique est très satisfaisante, pour les filières traditionnelles de longue durée, par la mise à disposition de 6 référentiels de métiers, 22 référentiels de formation, 15 guides pédagogiques, 4 guides d'organisation matérielle et pédagogique, 6 guides d'évaluation sur les métiers issus des filières traditionnelles. La moitié des nouveaux programmes de formation est réservée aux analphabètes. Le taux de filles analphabètes aurait d'ailleurs augmenté dans chaque centre au cours du projet.

Pour chaque métier, le projet a élaboré des modules de courte durée soit 43 modules. Ces nouveaux programmes n'ont toutefois pas encore été appliqués alors que cette formation semble importante aussi bien pour les femmes qui ont déjà développé des activités économiques hors CRETF/CETF et des sortantes qui désirent approfondir certaines compétences techniques et en gestion. Plusieurs centres sont souvent directement sollicités par des projets pour organiser ces sessions adressées à des femmes entrepreneurs.

L'implantation des nouveaux programmes de formation est effective depuis cette année 2012.

Dans chaque centre, le projet a mis en place un centre de documentation équipé d'ordinateurs et d'un lot d'environ 200 ouvrages retenus en relation avec les filières enseignées. Le Chef d'établissement de chaque centre a désigné l'équipe de gestion du CDI qui a suivi une formation en gestion de cyber et de site web ;

Il convient de signaler que les centres de la zone du projet FORPROFEM organisent des échanges entre eux, sous forme de jumelage.

Une session de formation des formateurs des CRETF et CETF des 4 régions a été organisée dans la prise en compte de l'APC (Approche par Compétences) dans les enseignements, le développement de la personnalité, la recherche d'emploi et les techniques de rédaction d'un CV et d'une lettre de motivation, l'entrepreneuriat, les mathématiques, l'Anglais, le Français, l'informatique, l'alphabétisation (destinée aux analphabètes).

Des ateliers de transit sont construits à Bambey et Diourbel. Le taux de réalisation est de 88%. La réception des ouvrages est prévue en juin 2012 pour Bambey et Juillet 2012 pour Diourbel.

Au niveau du Résultat 3 (Gestion des Centres) :

Les activités suivantes ont pu être réalisées :

- La mise en ligne du site web du projet FORPROFEM, avec un lien vers les 9 CRETF et CETF appuyés par le projet.
- La désignation d'un Responsable de Communication dans chaque centre.
- Des émissions radio organisées avec les CRETF et CETF, en relation avec les IA.
- L'élaboration d'un projet d'établissement dans chaque centre. Le PE est un outil de gestion permettant de rapprocher l'Etablissement de la Société. Il doit permettre d'appliquer les priorités gouvernementales tout en les articulant aux réalités de l'environnement et aux souhaits des différents partenaires de l'établissement. C'est également un contrat passé entre tous les acteurs de la communauté éducative d'un établissement pour en améliorer le fonctionnement dans le cadre de sa mission

Au niveau du résultat 4 (Communication des centres) :

L'organisation des 2 éditions de la foire interrégionale de la formation professionnelle féminine à Kaolack (en 2010) et à Diourbel (2011) a permis de mettre en valeur les potentialités des CRETF et CETF des régions concernées, en offrant aux élèves de ces centres, un espace de promotion de leur savoir-faire et de leurs produits. Placé sous le signe de l'Insertion Economique des Femmes par la Formation Professionnelle, les foires ont également vu la participation des sortantes des CRETF et CETF regroupées en GIE, et des professionnels œuvrant dans le même secteur dans les 4 régions. Lors de l'édition de 2011 à Diourbel, l'accent a été mis sur la valorisation des céréales locales, à travers l'exploitation de 5 chaînes de valeur : le mil, le riz, le maïs, le fonio et le sorgho.

Les centres ont profité de la foire de 2011 pour organiser leurs Journées Portes Ouvertes et ainsi dérouler leur plan de communication.

Au niveau du résultat 5 (Formation des formateurs) :

Le projet a organisé, en relation avec la DFPT, le SEN102 (programme de l'APEFE), l'ENFEFS, l'ONFP, le FONDEF, le PCE/USAID et l'ITA, des formations en :

- APC sur les nouveaux programmes de formation
- Entreprenariat (gestion selon la méthode GERME)
- Coupe – couture, dessin de mode et Infographie
- Teinture, Sérigraphie, Batik
- Pâtisserie
- Coiffure
- Développement de la personnalité
- Genre
- Gestion de site web et cyber, informatique
- Techniques d'élaboration de projet
- transformation de céréales locales
- Restauration, Habillement et en Social
- Management des centres de formation

Les sessions de formation ont concerné l'ensemble des personnels d'encadrement des centres, au total 344 intervenants dans les CRETF et CETF appuyés par le projet.

3. Décrivez le système de suivi-évaluation qui a été mis en place lors de la mise en œuvre de la prestation.

Dès son installation l'équipe du projet A réalisé une première planification annuelle détaillée des activités, afin de faciliter le suivi de l'avancement mensuel des résultats. Cette planification a été partagée avec l'Expert sectoriel thématique de la CTB.

Cette planification a fait l'objet d'un suivi mensuel de sa réalisation et d'un rapportage trimestriel transmis à la CTB, puis semestriel, validé par la SMCL

L'étude de base a été réalisée

Un système de supervision et de monitoring des Centres de formation a également été établi par l'UGP afin de faciliter le suivi des indicateurs définis dans le cadre logique.

Mensuellement, l'UGP fournit à la CTB le relevé des opérations financières suivants l'outil FIT.

Trimestriellement, l'UGP fournit la programmation financière requise à la réalisation des activités prévues

Rapportage annuel pour apprécier les progrès réalisés par le projet

Deux missions d'audit interne organisées par la CTB ont eu lieu durant les 3 années d'exécution du projet.

Un audit comptable et financier du projet a eu lieu en 2010, ayant permis de certifier les bilans et états de résultats et de formuler des recommandations.

Une évaluation externe à mi-parcours a été réalisée en vue d'apprécier l'état d'avancement des indicateurs et proposer, éventuellement, des pistes de réajustement pour une atteinte des résultats à la fin du projet

Une évaluation finale du projet dans sa 1^{ère} phase d'exécution (2008 – 2010) a également eu lieu, ayant permis d'apprécier les résultats effectifs, de tirer les leçons et jeter les bases de travail pour une consolidation ultérieure éventuelle.

TROISIEME PARTIE : COMMENTAIRES ET ANALYSES.

1. Quels sont les problèmes et questions majeurs qui ont influencé l'exécution de la prestation et comment la prestation a-t-il tenté de les résoudre ?

Le problème principal ayant constitué un obstacle dans l'atteinte des objectifs est celui des infrastructures : seuls les centres de Bambey et Diourbel ont leurs propres bâtiments.

Avec les décisions et recommandations de la SMCL : le CRET de Fatick est en cours de construction (la réception des ouvrages est prévue en juin 2011) ; la construction du CRET de Foundiougne est engagée, même si l'entrepreneur qui a été sélectionné est mis en demeure ; les centres de Kaolack et Kaffrine ont trouvé des locaux toujours conventionnés et exigus, mais des bâtiments plus sécurisants.

Les autres problèmes rencontrés sont :

- le retard dans l'application des nouveaux programmes de formation : ce retard est dû à la volonté du METFP d'harmoniser tous les nouveaux programmes dans les zones d'expérimentation de la Réforme de l'ETFP. C'est ainsi que l'UGP a travaillé en synergie avec le SEN024 (projet de la mission luxembourgeoise qui appuie les centres de la zone nord), pour mettre en place un plan d'expérimentation de l'APC, ce qui a abouti à la mise en place au sein du METFP, d'un comité chargé de piloter la mise en place de l'APC dans les zones d'expérimentation. Ce comité a fini d'harmoniser tous les nouveaux programmes qui sont appliqués depuis janvier 2012.
- Le retard dans l'application du nouveau cadre institutionnel élaboré par le projet et validé par le METFP : ce nouveau plan est pris en compte par le projet de Loi d'Orientation élaborée par le METFP avec l'appui du SEN024. Cette loi est en cours de validation.

2. Quelles sont les causes des écarts par rapport aux résultats attendus ?

100% des activités prévues ont été réalisées.

3. Quelles leçons peut-on tirer de l'expérience de la prestation?

Les CRET ont une meilleure capacité d'accueil, avec des effectifs variant entre la centaine et les deux centaines, tous niveaux confondus. Compte tenu de cette situation où le problème des infrastructures reste entier, la mixité n'est pas à l'ordre du jour, même si, on note l'arrivée encore assez timide des garçons.

Par ailleurs, les approches pédagogiques, les programmes de formation, et les stratégies d'insertion où des efforts notables sont faits, apparaissent globalement comme des acquis majeurs à renforcer. Ces acquis, de même que les opportunités qu'offrent les chambres, consulaires, les inspections d'académie, les partenaires multilatéraux, les professionnels, sont valorisés en vue de permettre la pérennisation des acquis.

La prestation a permis l'atteinte des objectifs fixés et tendant à réduire la pauvreté dans le Bassin Arachidier. L'augmentation des effectifs des centres (611 élèves en 2007/08 à 1452 élèves en 2010/11 soit une augmentation de 138% sur 4 ans) a réglé définitivement l'image négative que les populations avaient des CRETF et CETF ; Il s'agit aussi bien d'augmentation en quantité qu'en qualité (inscription de filles de niveau terminal)

Le taux d'insertion a nettement augmenté de 7% en 2007 à 58% (2011). Avant la prestation, les centres formaient des jeunes filles qui n'arrivaient pas à trouver un emploi, ni à valoriser ses compétences. Aujourd'hui, les professionnels locaux ont pu mesurer la qualité de la formation dans les CRETF et CETF. Certains professionnels, tels que l'hôtel DJOLOFF INN à Kaolack (restauration et service), les ONG RADI à Kaffrine et World Vision à Fatick (Habillage, Artisanat), recrutent de plus en plus les sortantes des CRETF et CETF. Même si les sortantes ne peuvent pas encore immédiatement apporter une contribution financière à leur famille, la famille apprécie leur contribution à travers les petits travaux qu'elles peuvent faire pour la famille. Un film sur l'insertion a été réalisé avec l'équipe du SCODA du METFP, pour mettre en exergue l'apport de l'appui auprès des familles et des populations

Avec la réécriture des curricula et l'actualisation des programmes de formation (avec le sen024 dans le nord), le METFP est en phase d'expérimentation de la réforme de l'ETFP. La mise en place des outils d'accompagnement à l'insertion dans les CRETF et CETF lui permet de mieux articuler dans sa politique l'adéquation FORMATIO-EMPLOI.

Les formateurs ont fortement apprécié les opportunités de renforcement des capacités que le projet leur a offert et apprécient la nouvelle méthode d'APC.

Les directeurs des centres apprécient la nouvelle gestion des centres qui s'est nettement améliorée avec plus de transparence et une meilleure organisation et une bonne répartition des tâches.

Le projet a, dans peu de temps, réalisé de nombreuses activités et appuyé des restructurations des centres. Il a agi en parfaite cogestion avec le METFP, les Inspecteurs d'Académie (IA) et les Inspecteurs(IDEN), les structures de tutelle et d'encadrement des centres de formation.

Le projet a beaucoup investi dans la création d'une adhérence de la part des enseignants et des responsables du centre à travers leur participation à des formations, sessions d'informations, foires,... Même si cette participation représente un coût important pour le projet dans la première phase, elle permet d'avancer plus vite dans la mise en œuvre des outils développés.

Le projet a veillé à assurer sa durabilité en travaillant étroitement avec les centres de formation d'un côté et le METFP de l'autre côté. Les mesures prises par le projet étaient ancrées dans les objectifs du gouvernement de professionnaliser le secteur afin de délivrer des formations de qualité et de renforcer les chances des sortantes sur le marché du travail ou entreprise. La durabilité doit être analysée en prenant en compte ce contexte.

Avec les nouveaux outils développés par le projet, le METFP a augmenté l'effectif des centres afin d'assurer la continuité. Il s'agit notamment du recrutement des agents pour la cellule d'insertion, de communication et pour la formation en gestion.

La durabilité des acquis du projet est garantie à cause de sa proximité avec les services du METFP qui œuvrent pour l'application de l'APC et la mise à niveau des formations. Le fait que le projet SEN024 de la Coopération Luxembourgeoise a été étroitement associé au

développement des référentiels augmente les perspectives de leur utilisation sur l'ensemble du pays. De l'autre côté, les centres semblent intéressés à mettre en application les démarches développées ensemble.

Le projet a contribué à la mise en réseau des centres et à l'implication des acteurs du secteur privé (Chambres de Commerce, Chambres des Métiers) dans le processus d'élaboration des référentiels et la recherche de partenaires pour les stages et l'emploi. Ce partenariat est garant d'une orientation permanente sur les besoins du marché.

Les équipements mis à la disposition des centres règlent en partie les problèmes liés à l'application des compétences installées chez les apprenantes. Il faut toutefois signaler que la mise en pratique de l'APC demande plus d'équipements. Le METPF pourra trouver les ressources nécessaires pour mettre en place ce dispositif (fourniture et entretien des équipements, bourses pour les stagiaires, formation continue des enseignants,...).

4. Selon vous, comment la prestation a-t-elle été perçue par les groupes cibles ?

L'amélioration claire et nette de l'image des centres chez les parents et partenaires publics et privés a été saluée par les élèves et les sortantes des CRETf et CETf. A travers l'évaluation à mi-parcours et l'évaluation finale, les sortantes et leurs parents, lors des interviews, ont salué l'arrivée de la prestation qui a permis au METFP de rehausser la qualité de la formation mais surtout, la mise en place de dispositifs d'accompagnement à l'insertion.

Un film sur l'insertion a été réalisé par le SCODA du METFP, qui montre comment les filles apportent un soutien matériel et financier à leur famille. Non seulement elles ne deviennent plus une charge pour leur parents, mais en plus elles prennent en charge une partie de leurs dépenses (confection de tenues pour parents, frères et sœurs, confection de mets, ...).

Avant, les centres organisaient des manifestations pour inciter les filles à s'inscrire à leurs formations ; aujourd'hui, les centres n'arrivent plus à accepter toutes les demandes d'inscription.

5. Quels ont été les résultats du suivi-évaluation ou du monitoring et des éventuels audits et contrôles? Comment les recommandations de ceux-ci ont-elles été prises en compte ?

- Par rapport à l'audit et aux contrôles internes

Observations	Recommandations	Exécutions
Erreurs d'imputation comptable pour 60 608 923 F CFA qui révèlent d'une insuffisance des contrôles de validation des enregistrements comptables du FIT, par conséquent des analyses	Nous recommandons au RAF de procéder à une revue des écritures comptables et de s'assurer de la correcte imputation comptable des décaissements afin de garantir une présentation et une sincérité des	Les erreurs sont surtout notées sur l'utilisation du plan de comptable mais très rarement sur les lignes budgétaires puisque nous faisons un suivi budgétaire assez pointilleux.

de compte et du «feedback ». Il en résulte également des erreurs au niveau du suivi budgétaire réalisé/budgété (mauvaise évaluation des lignes budgétaires).	comptes. La procédure de feedback doit permettre une meilleure maîtrise des anomalies et un traitement des écarts.	Les feedback nous permettent de corriger les erreurs de classement des codes comptables. Le RAF procède à la correction des erreurs
Absence de contrôle inopiné de la caisse. Les inventaires physiques de caisse étant toujours programmés à l'avance, il existe un risque de non détection de détournement éventuel de destination des ressources du projet du fait de régularisations opérées juste avant l'inventaire physique.	Nous recommandons de mettre en place des contrôles inopinés de la caisse afin de détecter une éventuelle utilisation abusive des ressources du projet.	Le projet effectue maintenant au moins 1 contrôle inopiné de caisse par mois, matérialisé par des PV d'arrêté de caisse.
Absence de pièces de caisse où seraient matérialisés les visas d'autorisation des dépenses par la hiérarchie comme prévu par les procédures, la pièce enregistrée correspondant à la facture du fournisseur.	Nous recommandons l'établissement de pièces de caisse où seraient matérialisés les visas d'autorisation des dépenses par la hiérarchie comme prévu par les procédures.	Le modèle dans le cahier des instructions de travail est maintenant appliqué. Notons que toutes les opérations de caisse sont enregistrées au jour le jour dans le journal de caisse et encodées.
Les références d'enregistrement (n° chèques, ordres de virement) ne sont pas renseignés dans le FIT. Cette situation ne permet pas la traçabilité des opérations et rend difficile les recherches en cas d'anomalie sur les décaissements.	Nous recommandons l'enregistrement des références bancaires (n° chèques, n° ordre de virement...) afin de garantir une traçabilité des opérations et une recherche rapide en cas d'anomalie sur les décaissements.	Au vu de l'importance de la saisie de ces informations, la recommandation est maintenant appliquée.
Le projet n'a pas souscrit à une police d'assurance sur les équipements et matériels de bureau.	Nous recommandons vivement la souscription d'une police d'assurance pour l'ensemble des actifs détenus par le projet.	Le projet va proposer à la SMCL la souscription d'une police d'assurance pour le mobilier.
Les employés du projet bénéficient de contrats de travail à durée indéterminée (CDI) alors que la durée du projet est à durée déterminée.	Nous recommandons de procéder à un calcul exhaustif de la provision des indemnités de licenciement du personnel considérant la date de fin du projet	Effectivement cela pose le problème de mise à terme des contrats de travail. Dans le cadre du CDI, il va falloir négocier les licenciements.
Nous notons l'absence de fiches de suivi des temps travaillés pour chaque membre du personnel.	Nous recommandons de mettre en place une fiche de suivi du temps en dehors des fiches d'absence du personnel	Des fiches de présence sont utilisées par le projet. Les absences sont autorisées et décomptées sur les congés annuels.
Il existe un cumul de fonctions au niveau du CORAF (coresponsable du projet et responsable administratif et financier) chargé notamment de la conception, de l'autorisation, de l'exécution et du contrôle.	Nous recommandons à la CTB de mener une réflexion en vue de résoudre le problème de cumul de fonctions au niveau du CORAF (coresponsable du projet et responsable administratif et financier) chargé notamment de la conception, de l'autorisation, de l'exécution et du contrôle.	C'est une situation que nous vivons depuis le démarrage du projet mais que nous cherchons à gérer, en faisant par exemple une validation de toutes les transactions administratives et financières par la Responsable Nationale avant que le Co RAF, (qui aura déjà préparé et proposé) n'appose sa signature sur les documents.

- **Par rapport à l'évaluation à mi-parcours**

SUJET	EXECUTION	OBSERVATIONS
Mettre en application le cadre institutionnel	La SMCL a recommandé au METFP de signer l'arrêté d'application	Une nouvelle loi d'orientation qui prend en compte tout le contenu du cadre institutionnel et en phase De validation
Améliorer la communication entre les cellules et avec le public	Les journées « Portes Ouvertes » ont amélioré la communication avec les populations.	
Renforcer le réseautage avec d'autres structures: tissu professionnel, de développement, promotion féminine, insertion des jeunes, divers fonds d'insertion ...	Les Responsables de communication ont pris contact avec d'autres structures dans le cadre d'un partenariat avec leur centre	
Etudier la formule des ateliers de transit par rapport à leur environnement, finalité, cohérence et pertinence ...	Des missions terrain ont été organisées et le manuel de fonctionnement des ateliers de transit sera actualisé	Il sera élaboré un nouveau manuel avec l'appui des chambres consulaires et de personnes ressources
Elaborer les référentiels de certification pour les nouvelles filières	Les référentiels de certification ont été élaborés	
mettre en place les nouvelles formations, validées par le METFP	La SMCL a recommandé au METFP de signer l'arrêté d'application	L'arrêté d'application sera signé par le METFP en 2011
Offrir des formations de courte durée dans les centres pour une population peu scolarisée	Les formations de courte durée font l'objet de modules inscrits dans les nouveaux référentiels de formation	
Pour les formations de longue durée démarrer la formation en entrepreneuriat dès la première année	Les nouveaux référentiels de formation élaborés ont prévu ce module dès la 1 ^{ère} année	
Organiser des formations et perfectionnements techniques pour les formateurs/ formatrices des diverses filières	Une première session a été organisée avec le SEN102 (APEFE) et l'ENFEFS	Il est prévu une autre session en 2011

6. Quelles recommandations faites-vous pour la consolidation et l'appropriation de l'après-projet?

Plusieurs éléments du projet FORPROFEM sont très pertinents par rapport à la lutte contre la pauvreté et les OMD et qu'il serait donc essentiel de poursuivre cette démarche.

Les CETF et CRETF s'adressent à un public cible de jeunes filles à faible niveau de scolarité, mais qui sont capables d'acquérir des compétences techniques et entrepreneuriales et qui seront, quelques années après leur sortie des centres, capables de créer leur propre entreprise ou trouver un emploi salarié. De par cet objectif d'insertion d'un groupe cible particulier, ces centres ont un rôle important dans le paysage de l'éducation technique.

La réussite de ces jeunes filles après la formation ne dépend pas uniquement des compétences techniques, mais également de leur maturité et dynamisme. Il est donc important que le «Développement de la personnalité» devienne une dimension clé de la formation de ces jeunes filles/femmes. Les formations devraient inclure des techniques de négociation, de parler en public, de construction d'un plaidoyer afin de leur permettre de bien évoluer dans leur vie professionnelle.

L'appui à l'insertion est une dimension essentielle du projet qui doit être poursuivi/ et intensifié.

La formation en gestion de base devrait se faire dès la première année et être intégré dans plusieurs cours, notamment dans les cours pratiques – et non pas seulement un cours à part. Vu l'ampleur de la démarche future, il semble intéressant de collaborer avec le BIT pour l'adaptation des modules (GERME, CREE, TRIE) à un public de jeunes en formation. Des jeux d'entreprises et des micro-entreprises créés par des élèves en cours de formation sont des démarches à encourager.

L'appui à la formation professionnelle féminine dans les régions de Diourbel, de Fatick, de Kaffrine et de Kaolack, a permis au secteur de se doter d'outils importants dans le cadre de la réforme de l'ETFP. Cependant, beaucoup de manquements risquent de réduire la portée des changements importants notés jusque là.

Dans la mise en place des dispositifs d'accompagnement à l'insertion, une mission d'appui-conseil sur une stratégie de pérennisation du fonds de financement des sortantes a décelé des insuffisances dans l'encadrement des GIE et des promotrices individuelles. A ce niveau, il convient de revoir le processus d'apprentissage, en le scindant en 4 étapes :

- *Une étape de formation et de stage* : dans cette phase, les élèves réalisent différentes activités génératrices de revenu, qui leur permettent une familiarisation avec les techniques de production et de gestion.
- *Une étape en atelier de transit* : les sortantes utilisent les équipements de l'école (machine à coudre, équipement de cuisine...) leur permettant de se familiariser à la réalisation d'une activité indépendante, avec l'appui des formateurs et de la cellule d'appui à l'insertion.
- *Une étape pour les activités génératrices de revenus* : après avoir acquis une première expérience professionnelle au travers de l'atelier de transit, il est recommandé la réalisation de petits investissements permettant de prendre une certaine indépendance avec le centre de formation.
- *Une étape destinée à la mise en place de petite à moyenne activité* : c'est dans cette étape seulement qu'on pourrait envisager la réalisation d'investissements plus lourds.

L'approche par compétence est une méthode adaptée au niveau national et il semble donc logique que le futur projet continue à s'insérer dans cette politique et dynamique

Aussi, une participation du secteur privé aux décisions des centres par rapport aux métiers à enseigner et par rapport à une partie du contenu de la formation doit être institutionnalisée. Mieux, les entrepreneurs doivent être présents dans le comité de gestion du centre

Il est très important de continuer l'organisation d'évènements, comme la foire interrégionale qui permettront aux sortantes d'entrer en contact avec des clients potentiels.

Le FORPROFEM a montré qu'un projet local, qui se concentre sur une cible bien particulière, notamment les CETF et CRETF, est capable d'aider le Gouvernement de renforcer son rôle

régalien dans le secteur. En plus, le fait qu'une proposition ou démarche est basé sur un contact régulier avec le terrain, permet de faire des propositions pratiques qui prennent en compte la réalité du terrain.

La collaboration entre le FORPROFEM et le SEN 024 a déjà montré qu'on peut apporter une contribution valable à la formulation de politiques et stratégies au niveau national à partir d'une démarche locale à condition d'impliquer dès le début les cadres du METPF.

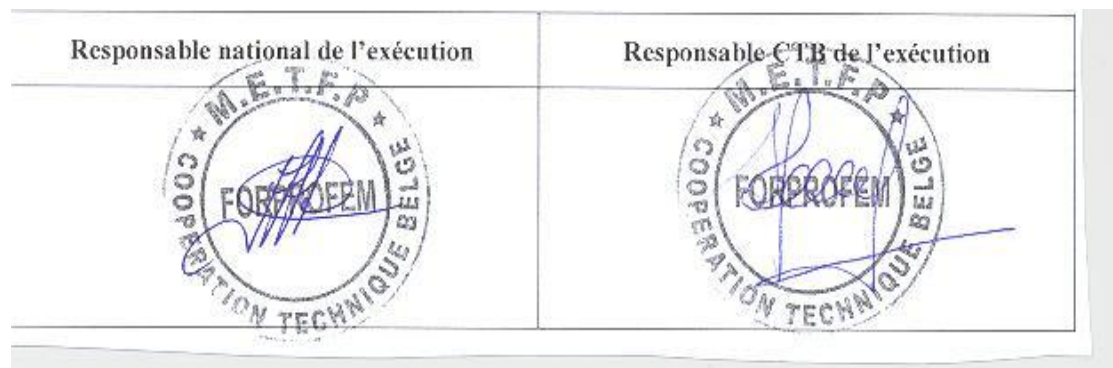
Cette double dynamique de formulation de propositions et outils serait à poursuivre au sein du futur projet parce qu'elle est garante d'une politique et stratégie pertinente de la part du METPF.

7. Conclusion

Le projet FORPROFEM est très pertinent. Il a développé une expertise très intéressante dans la promotion de l'autonomie économique des femmes. Ses points forts et sa spécificité sont sans aucun doute : le focus sur le genre, une offre de formation spécifiquement orientée vers les filles/femmes et cela dans des métiers porteurs à dominance féminine.

Son efficacité et son efficience ont toutefois été freinées par le retard dans la construction des centres prévus initialement et par le fait que l'utilisation des référentiels développés de manière participative n'a toujours pas été approuvée par un arrêté ministériel.

Par ailleurs, les approches pédagogiques, les programmes de formation, et les stratégies d'insertion où des efforts notables sont faits, apparaissent globalement comme des acquis majeurs à renforcer. Ces acquis, de même que les opportunités qu'offrent les chambres, consulaires, les inspections d'académie, les partenaires multilatéraux, les professionnels, doivent être analysés et valorisés en vue de pérenniser les acquis du projet.



TROISIEME PARTIE. ANNEXES.

Annexes
Annexe 1 Résumé des résultats
Annexe 3 Taux de déboursement de la prestation
Annexe 4 Personnel de la prestation
Annexe 5 Sous traitances
Annexe 6 Formations
Annexe 7 Bailleurs de fonds

ANNEXE 1. Résumé des résultats et des activités (en fonction du cadre logique)

Résultats Intermédiaires	Indicateurs (prévus ou réalisés)	Etat de réalisation
<p>Résultat 1 :</p> <p><i>Des dispositifs d'accompagnement des sortantes vers l'emploi (salarié et auto-emploi) sont opérationnels dans chaque centre.</i></p>	1 - Un pôle d'information, d'orientation et d'insertion existe dans chacun des 14 CRETF et CETF	1 - Un pôle d'information, d'orientation et d'insertion existe dans chacun des 14 CRETF et CETF
	2 - La base de données (informations par élève et sortante, par classe, par filière) est installée et utilisée	2 - La base de données (informations par élève et sortante, par classe, par filière) est installée et utilisée
	3 - Un outil de suivi des sortantes est expérimenté et appliqué	3 - Un outil de suivi des sortantes est expérimenté et appliqué
	4 - Nombre de filles et femmes suivies : toutes les sortantes	4 – 118 au démarrage du projet (2008) à 552 en 2011.
	5 - Nombre et montants des plans d'affaires ayant reçu un financement, grâce à l'application d'une ligne de garantie	5 – 25 plans d'affaires ont reçu un financement d'un montant global de 36.988 euros (24 millions FCFA), grâce au fonds de garantie
	6 - Pourcentage d'affaires (auto-emploi, micro entreprises etc.) encore existants après 3 ans	6 - 25 plans d'affaires sont encore existants. Les promotrices respectent les échéances.
	7 - Nombre de formations en entrepreneuriat et formulation de plans d'affaires réalisées	7 – Quatre (4) sessions de formations en entrepreneuriat et Gestion (selon la méthode GERME) ont été réalisées
	8 - 500 prêts accordés à des femmes et filles sortantes grâce à la ligne de garantie	8 - 25 prêts accordés à des femmes et filles sortantes grâce au fonds de garantie. Le nombre de prêts demandés n'atteint pas 500
	9 - Deux ateliers de transit créés	9 – les 2 ateliers de transit sont réalisés à 88%
	10 - Nombre de filles ayant un revenu au moins égal au SMIG du Sénégal	10 – 114 filles recrutées touchent au moins 50.000 FCFA. Les sortantes qui ont bénéficié de financement n'arrivent pas à dégager des revenus atteignant le SMIC à travers leurs activités.

<p>RI. 2 : Volet Profils Professionnels et Programmes de Formation</p>	<p>1 - Nombre de modules de formation exécutés: (modules techniques et modules transversaux)</p> <p>2 - Nombre de modules de formation hors CAP élaborés, adaptés et utilisés dans chaque centre</p> <p>3 - Augmentation du nombre de participants aux cours de formation modulaire, comparé avec la formation classique en trois ans</p> <p>4 - Existence d'un centre de documentation dans chaque centre</p> <p>5 - Partenariats avec des centres de formation privés qui travaillent dans les mêmes filières ou dans des domaines similaires</p>	<p>1 – 168 modules élaborés mais non exécutés (attente de l'arrêté du METFP)</p> <p>2 – 62 modules hors CAP élaborés, adaptés mais pas encore utilisés dans chaque centre (attente de l'arrêté du METFP)</p> <p>3 – 502 de niveau attesté (82%) et 109 (18%) de niveau CAP en 2008 à 918 de niveau attesté (76%) et 283 de niveau CAP (24%) en 2010.</p> <p>4 - Existence d'un centre de documentation dans chaque centre</p> <p>5 - Partenariat avec le Centre de Niakhar et Jumelage entre centres de la même zone d'intervention</p>
<p>RI. 3 : Volet Gestion des Centres</p>	<p>1 - Projet d'établissement concerté et mis en place pour chaque centre</p> <p>2 - Comités de gestion en place et opérationnels, incorporant les partenaires du centre</p>	<p>1 - Un projet d'établissement mis en place dans chaque centre</p> <p>2 – Un Comité de gestion existe et est fonctionnel dans chaque centre</p>
<p>RI. 4 : Volet Communication</p>	<p>1 - Plan de communication favorisant le partenariat public-privé élaboré et mis en place</p> <p>2 - La foire interrégionale est réalisée à Kaolack et Diourbel</p> <p>3 - Les journées portes ouvertes sont tenues dans chaque centre</p>	<p>1 - Plan de communication favorisant le partenariat public-privé élaboré et mis en place dans chaque centre</p> <p>2 – Les 2 éditions se sont tenues à Kaolack en 2010 et Diourbel en 2011</p> <p>3 – Les journées Portes Ouvertes ont été organisées en 2010 dans les centres et en 2011 lors de la foire de Diourbel.</p>
<p>RI. 5 : Volet Formation continue et mise à niveau des intervenants</p>	<p>1. Nombre de cellules d'animation tenues par les centres des quatre régions.</p> <p>2. Une session de formation technique des formateurs et du personnel administratif tenues par centre</p>	<p>1 – les cellules d'animation fonctionnent dans chaque centre et se tiennent 1 fois par trimestre</p> <p>2 : Dans chaque centre, une session de formation technique s'est tenue ainsi qu'une session de formation du personnel administratif</p>

	<p>3. Une session de formation pédagogique des formateurs, techniciens et du personnel administratif tenues</p> <p>4. Deux sessions de suivi des formateurs réalisées par centre.</p> <p>5. Nombre de centres ayant adapté la gestion administrative et pédagogique aux exigences de l'APC</p>	<p>3 – Une session de formation pédagogique des formateurs, techniciens et du personnel administratif tenue selon l'APC</p> <p>4 – Les 2 sessions de suivi sont réalisées dans la formation et l'implantation de l'APC dans les centres</p> <p>5 – 14 centres ont adapté la gestion administrative et pédagogique aux exigences de l'APC</p>
--	--	--

	Activités pour atteindre le Résultat 1	Bilan	Observations
R 1	Résultat 1 : Des dispositifs d'accompagnement des sortantes vers l'emploi et une activité génératrice de revenus sont opérationnels		
A 1.1	Mettre en place une cellule d'appui à l'insertion dans les nouveaux centres, notamment au CETF de Niakhar, Birkilane, Touba et Kael. Faire un suivi des activités des cellules d'appui à l'insertion dans les 9 autres centres.	Entièrement réalisé	
A 1.2	Mettre en place un système d'information et de gestion, qui gère toute la base de données des élèves et des formateurs (l'ensemble des statistiques des centres.	Entièrement réalisé	
A 1.3	Mettre en place un dispositif de pérennisation du fonds de garantie.	Entièrement réalisé	
A 1.4	Soutenir la mise en place des élèves en stage d'application (recherche des points de stage, suivi, allocations de bourses).	Entièrement réalisé	
A 1.5	Aider les sortantes à pérenniser leurs activités (25 micro-entreprises financées + 10 en gestation) afin de se maintenir sur le marché et rembourser leur crédit	Entièrement réalisé	
A 1.6	Formaliser la fonction transit	Entièrement réalisé	
A 1.7	Mettre en place un jardin d'application (Nioro)	Entièrement réalisé	
	Activités pour atteindre le Résultat 2	Bilan	Observations
R 2	Résultat 2 : Des programmes de formation adaptés aux besoins du marché sont appliqués.		
A 2.1	Appliquer les nouveaux programmes dans la formation initiale et dans la formation modulaire	Entièrement réalisé	
A 2.2	Assurer le suivi, de la formation des formateurs en APC, l'encadrement des formateurs et de l'application des référentiels	Entièrement réalisé	
	Activités pour atteindre le Résultat 3	Bilan	Observations
R 3	Résultat 3 : Les centres de formation sont performants, mieux gérés et mieux insérés dans leur environnement local et régional.		
A 3.1	Mettre en place les structures d'administration et de gestion des centres de formation conformément aux dispositions de la loi d'orientation	Entièrement réalisé	

A 3.2	Elaborer et mettre en place dans chaque centre un projet d'établissement	Entièrement réalisé	
	Activités pour atteindre le Résultat 4	Bilan	Observations
R 4	Résultat 4 : La communication des centres de formation est améliorée		
A 4.1	Réaliser la 2ème édition de la foire interrégionale de la formation professionnelle féminine à Diourbel (lien avec le Comité de Coordination et de Suivi et le METFP).	Entièrement réalisé	
A 4.2	Appuyer les journées portes ouvertes organisées par les centres (lien avec SCODA du METFP)	Entièrement réalisé	
	Activités pour atteindre le Résultat 5	Bilan	Observations
R 5	Résultat 5 : Le personnel des centres est plus compétent et est à niveau.		
A 5.1	Satisfaire les besoins prioritaires en formation des formateurs de chaque centre en fonction des métiers retenus et du plan d'implantation de l'APC	Entièrement réalisé	
A 5.2	Adapter l'administration pédagogique et technique des établissements par rapport aux exigences de l'Approche par les compétences	Entièrement réalisé	
A 5.3	Renforcer les capacités des enseignants des matières transversales à la prise en compte de l'APC dans l'enseignement des matières techniques	Entièrement réalisé	

ANNEXE 3 : Taux de déboursement de la prestation.

Source de financement	Budget cumulé	Dépenses réelles cumulées	Taux de déboursement cumulé	Commentaires et remarques
Contribution belge directe	2 500 000 €	2 429 890 €	97%	Les 3% restants constituent des engagements sur les constructions d'ateliers de transit
Contribution Etat partenaire	3 343 582 €	ND		
Contribution Fonds de contrepartie				
Autres				

ANNEXE 4 : Personnel de la prestation

Type de personnel (titre, nom et genre)	Durée de recrutement (date début et fin)	Commentaires (délais de recrutement, pertinence de la fonction ou du profil...)
1. Personnel national mis à disposition par le Pays Partenaire	<p>- Mme Fatou Kane Diallo (du 1^{er} janvier 2008 au 22 Octobre 2010)</p> <p>- Mme Fama FALL depuis le 22 novembre 2010</p> <p>Ces 2 personnes ont été Responsable Nationale du Projet</p>	
2. Personnel d'appui recruté localement	<ul style="list-style-type: none"> • Mme Fatimata SOW comme secrétaire comptable • Mr Amady KA et Abdou SYLLA comme chauffeurs 	
3. Personnel d'encadrement recruté localement	<ul style="list-style-type: none"> • Mr Bécaye DIOP Comme Co-Responsable du Projet représentant la CTB • Mr Abdoulaye AIDARA, comme Responsable de l'Insertion 	
4. Personnel International (hors CTB)	0	
5. Expert en Coopération Internationale (CTB)	0	

ANNEXE 5 : Sous-traitance et appels d'offres

ETUDE DU MARCHÉ DE L'EMPLOI DANS LES REGIONS DE DIOUEBEL, FATICK, KAFFRINE ET KAOLACK

Mode de passation du marché	: Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	: Juin 2008
Date de début du contrat de sous-traitance	: Juillet 2008
Nom du sous-contractant (ou firme)	: CABINET SOFT SOLUTIONS
Objet du contrat	: Etude du marché de l'emploi dans les régions de Diourbel ; Fatick ; Kaffrine et Kaolack
Coût du contrat	: 9 067 € (5.947.500 FCFA)
Durée du contrat	: 120 jours
Résultats produits	: Etude faite et rapports validés par le METFP

Commentaires : *Cette étude est la baseline study qui a permis d'avoir les informations de départ et surtout qui a décelé les métiers proteurs qui ont été définis et caractérisés*

Sous-traitance et appels d'offres Elaboration du manuel de fonctionnement des cellules d'appui à l'insertion

Mode de passation du marché	: Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	: Juin 2008
Date de début du contrat de sous-traitance	: Juillet 2008
Nom du sous-contractant (ou firme)	: BASSIROU NDIAYE
Objet du contrat	: Elaboration du manuel de fonctionnement des Cellules d'Appui à l'Insertion
Coût du contrat	: 7 565 € (4.962.000 FCFA)
Durée du contrat	: 90 jours
Résultats produits	: Elaboration faite et manuel validé par le METFP

Sous-traitance et appels d'offres
Etude des mécanismes de fonctionnement du fonds de garantie

Mode de passation du marché	: Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	: Juin 2008
Date de début du contrat de sous-traitance	: Juillet 2008
Nom du sous-contractant (ou firme)	: CABINET INITIATIVES
Objet du contrat	: Etude des mécanismes de fonctionnement du Fonds de garantie
Coût du contrat	: 8 271 € (5.425.000 FCFA)
Durée du contrat	: 120 jours
Résultats produits	: Etude faite et rapports validés par le METFP

Sous-traitance et appels d'offres
Conception et Impression des livrets de stages des 9 CRETF et CETF

Mode de passation du marché	: Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	: Juillet 2008
Date de début du contrat de sous-traitance	: Août 2008
Nom du sous-contractant (ou firme)	: Imprimerie DUCFORM
Objet du contrat	: Conception et Impression des livrets de stages des élèves des 9 CRETF et CETF
Coût du contrat	: 4 048 € (2.655.000 FCFA)
Durée du contrat	: 20 jours
Résultats produits	: Livret conçu, validé, imprimé et livré

Sous-traitance et appels d'offres
Conception et impression des fiches d'identification des élèves, de suivi des stagiaires et des sortantes des 9 CRETF et CETF

Mode de passation du marché	: Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	: Septembre 2008
Date de début du contrat de sous-traitance	: Septembre 2008
Nom du sous-contractant (ou firme)	: AL AHZAR EDITIONS
Objet du contrat	: Conception et impression des fiches de suivi des stagiaires et des sortantes et des fiches d'identification des élèves des CRETF et CETF
Coût du contrat	: 7 546 € (4.950.000 FCFA)
Durée du contrat	: 20 jours
Résultats produits	: Documents conçus, validés, imprimés et livrés

Sous-traitance et appels d'offres
Etude des mécanismes de mise en place et de fonctionnement des ateliers de transit

Mode de passation du marché	: Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	: Octobre 2008
Date de début du contrat de sous-traitance	: Octobre 2008
Nom du sous-contractant (ou firme)	: Bassirou NDIAYE
Objet du contrat	: Etude des mécanismes de mise en place et de fonctionnement des ateliers de transit
Coût du contrat	: 8 187 € (5.370.000 FCFA)
Durée du contrat	: 60 jours
Résultats produits	: Etude faite et rapport validé par le METFP

Sous-traitance et appels d'offres
Conception et impression Calendriers et chevalets pour le projet et le 9 CRETF et CETF

Mode de passation du marché	: Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	: Novembre 2008
Date de début du contrat de sous-traitance	: Novembre 2008
Nom du sous-contractant (ou firme)	: AL AZHAR EDITIONS
Objet du contrat	: Conception et impression Calendriers et chevalets pour le projet et le 9 CRETF et CETF
Coût du contrat	: 14 483 € (9.500.000 FCFA)
Durée du contrat	: 20 jours
Résultats produits	: Calendriers conçus, validés, imprimés et livrés

Sous-traitance et appels d'offres
Conception et impression de dépliants et de plaquettes de présentation du projet

Mode de passation du marché	: Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	: Novembre 2008
Date de début du contrat de sous-traitance	: Décembre 2008
Nom du sous-contractant (ou firme)	: FABIENNE.COM
Objet du contrat	: Conception et impression de dépliants et de plaquettes de présentation du projet
Coût du contrat	: 6 403 € (4.200.000 FCFA)
Durée du contrat	: 30 jours
Résultats produits	: Conception et impression faites et livrées

Sous-traitance et appels d'offres
Création site web pour le projet et les 9 CRETF et CETF

Mode de passation du marché	: Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	: Décembre 2008
Date de début du contrat de sous-traitance	: Décembre 2008
Nom du sous-contractant (ou firme)	: NETICKET SARL
Objet du contrat	: Création site web pour le projet et les 9 centres
Coût du contrat	: 4 574 € (3.000.000 FCFA)
Durée du contrat	: 20 jours
Résultats produits	: Site créé et actif

Sous-traitance et appels d'offres
Equipement des 9 centres en matériels informatiques

Mode de passation du marché	: Appel d'offres
Date de l'appel d'offres	: Septembre 2008
Date de début du contrat de sous-traitance	: Décembre 2008
Nom du sous-contractant (ou firme)	: FERMON LABO
Objet du contrat	: Equipement en matériels informatiques des 9 centres
Coût du contrat	: 65 236 € (42.791.805 FCFA)
Durée du contrat	: 120 jours
Résultats produits	: Equipements réceptionnés et livrés aux centres

Sous-traitance et appels d'offres
Equipement des 9 centres en matériels bureautiques

Mode de passation du marché	: Appel d'offres
Date de l'appel d'offres	: Septembre 2008
Date de début du contrat de sous-traitance	: Décembre 2008
Nom du sous-contractant (ou firme)	: SENEGAL EQUIP
Objet du contrat	: Equipement en matériels bureautiques des 9 centres
Coût du contrat	: 14 930 € (9.793.161 FCFA)
Durée du contrat	: 120 jours
Résultats produits	: Equipements réceptionnés et livrés aux centres

Sous-traitance et appels d'offres
Equipement des cellules d'appui à l'insertion des 9 centres en motos

Mode de passation du marché	: Appel d'offres
Date de l'appel d'offres	: Septembre 2008
Date de début du contrat de sous-traitance	: Décembre 2008
Nom du sous-contractant (ou firme)	: SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE
Objet du contrat	: Equipement en motos des cellules d'appui à l'insertion des 9 centres
Coût du contrat	: 16 410 € (10.764.000 FCFA)
Durée du contrat	: 120 jours
Résultats produits	: Equipements réceptionnés et livrés aux centres

Sous-traitance et appels d'offres
Formation des Responsables de communication des CRETF et CETF

Mode de passation du marché	: Consultation Restreinte
Date de l'appel d'offres	: Janvier 2009
Date de début du contrat de sous-traitance	: Février 2009
Nom du sous-contractant (ou firme)	: ADEF Consulting
Objet du contrat	: Formation des Responsables de communication des CRETF et CETF
Coût du contrat	: 2 374 € (1.557.000 FCFA)
Durée du contrat	: 30 jours
Résultats produits	: Formation effectuée et rapport final déposé

Sous-traitance et appels d'offres
Formation des formateurs des CRETF et CETF en Développement personnel et professionnel

Mode de passation du marché	: Consultation Restreinte
Date de l'appel d'offres	: Février 2009
Date de début du contrat de sous-traitance	: Février 2009
Nom du sous-contractant (ou firme)	: Dr Babacar DIOUF
Objet du contrat	: Formation des formateurs des CRETF et CETF en Développement personnel et professionnel
Coût du contrat	: 2 000 € (1.312.000 FCFA)
Durée du contrat	: 30 jours
Résultats produits	: Formation effectuée et rapport final déposé

Sous-traitance et appels d'offres
Formation des sortantes des CRETF et CETF en Plans d'action et en gestion des organisations

Mode de passation du marché	: Consultation Restreinte
Date de l'appel d'offres	: Mars 2009
Date de début du contrat de sous-traitance	: Mars 2009
Nom du sous-contractant (ou firme)	: Mr Kor FAYE
Objet du contrat	: Formation des sortantes des CRETF et CETF en Plans d'action et en gestion des organisations
Coût du contrat	: 8 229 € (5.392.000 FCFA)
Durée du contrat	: 60 jours
Résultats produits	: Formation effectuée et rapport final déposé

Sous-traitance et appels d'offres
Formation en gestion de site et en gestion de cyber des Responsables de Communication et de CDI des CRETF et CETF

Mode de passation du marché	: Consultation Restreinte
Date de l'appel d'offres	: Juillet 2009
Date de début du contrat de sous-traitance	: Août 2009
Nom du sous-contractant (ou firme)	: Centre de formation CCAI de Kaolack
Objet du contrat	: Formation en gestion de site et en gestion de cyber des Responsables de Communication et de CDI des CRETF et CETF
Coût du contrat	: 11 754 € (7.710.000 FCFA)
Durée du contrat	: 30 jours
Résultats produits	: Formation effectuée et rapport final déposé

Sous-traitance et appels d'offres
Maîtrise d'œuvre technique – Constructions ateliers de transit

Mode de passation du marché	: Consultation Restreinte
Date de l'appel d'offres	: Avril 2009
Date de début du contrat de sous-traitance	: Août 2009
Nom du sous-contractant (ou firme)	: Cabinet Pathé GAYE
Objet du contrat	: Maîtrise d'œuvre technique – Constructions ateliers de transit
Coût du contrat	: 15 954 € (10.465.200 FCFA)
Durée du contrat	: un an
Résultats produits	: Contrat en cours. Etudes faites. Il reste la supervision des constructions

Sous-traitance et appels d'offres
Formation des sortantes des CRETF et CETF en Sérigraphie artisanale

Mode de passation du marché	: Consultation Restreinte
Date de l'appel d'offres	: Août 2009
Date de début du contrat de sous-traitance	: Septembre 2009
Nom du sous-contractant (ou firme)	: SER-DI IMPRESSION
Objet du contrat	: Formation des sortantes des CRETF et CETF en Sérigraphie artisanale
Coût du contrat	: 11 080 € (7.268.000 FCFA)
Durée du contrat	: 120 jours
Résultats produits	: Formation effectuée et rapport final déposé

Sous-traitance et appels d'offres
Formation en genre des Chefs d'établissement et des Formateurs des CRETF et CETF

Mode de passation du marché	: Consultation Restreinte
Date de l'appel d'offres	: Septembre 2009
Date de début du contrat de sous-traitance	: Octobre 2009
Nom du sous-contractant (ou firme)	: Mme Bineta SARR LY
Objet du contrat	: Formation en genre des Chefs d'établissement et des Formateurs des CRETF et CETF
Coût du contrat	: 2 348 € (1.540.000 FCFA)
Durée du contrat	: 30 jours
Résultats produits	: Formation effectuée et rapport final déposé

Sous-traitance et appels d'offres
Formation des Responsables de pôles des CRETF et CETF en législation du travail et en recherche d'emploi

Mode de passation du marché	: Consultation Restreinte
Date de l'appel d'offres	: Novembre 2009
Date de début du contrat de sous-traitance	: Novembre 2009
Nom du sous-contractant (ou firme)	: Centre de formation CCAI de Kaolack
Objet du contrat	: Formation des Responsables de pôles des CRETF et CETF en législation du travail et en recherche d'emploi
Coût du contrat	: 11 601 € (7.610.000 FCFA)
Durée du contrat	: 60 jours
Résultats produits	: Formation effectuée et rapport final déposé

Sous-traitance et appels d'offres
Equipement des 9 centres, IA, CDM et CCAI en matériels informatiques

Mode de passation du marché : Appel d'offres

Date de l'appel d'offres : Avril 2009

Date de début du contrat de sous-traitance : Septembre 2009

Nom du sous-contractant (ou firme) : PLATFORM TECHNOLOGIES

Objet du contrat : Equipement en matériels Informatiques des 9 centres , IA, CDM et CCAI

Coût du contrat : 14 850 € (9.740.671 FCFA)

Durée du contrat : 120 jours

Résultats produits : Equipements réceptionnés et livrés aux centres

**Sous-traitance et appels d'offres
Equipement des 9 centres en manuels didactiques**

Mode de passation du marché : Appel d'offres

Date de l'appel d'offres : Avril 2009

Date de début du contrat de sous-traitance : Septembre 2009

Nom du sous-contractant (ou firme) : FERMON LABO

Objet du contrat : Equipement des 9 centres en manuels didactiques

Coût du contrat : 50 737 € (33.281.280FCFA)

Durée du contrat : 120 jours

Résultats produits : Equipements réceptionnés et livrés aux centres

**Sous-traitance et appels d'offres
Equipement des 9 centres en matériels de cuisine**

Mode de passation du marché	: Appel d'offres
Date de l'appel d'offres	: Mai 2009
Date de début du contrat de sous-traitance	: Décembre 2009
Nom du sous-contractant (ou firme)	: TIC TAC SARL
Objet du contrat	: Equipement en matériels de cuisine des 9 centres
Coût du contrat	: 67 285 € (44.136.000 FCFA)
Durée du contrat	: 120 jours
Résultats produits	: Equipements réceptionnés et livrés aux centres

**Sous-traitance et appels d'offres
Equipement des 9 centres en matériels de coiffure**

Mode de passation du marché	: Appel d'offres
Date de l'appel d'offres	: Mai 2009
Date de début du contrat de sous-traitance	: Décembre 2009
Nom du sous-contractant (ou firme)	: TIC TAC SARL
Objet du contrat	: Equipement en matériels de coiffure des 9 centres
Coût du contrat	: 67 285 € (44.136.000 FCFA)
Durée du contrat	: 120 jours
Résultats produits	: Equipements réceptionnés et livrés aux centres

Sous-traitance et appels d'offres
Equiperment des 9 centres en matériels de couture

Mode de passation du marché	: Appel d'offres
Date de l'appel d'offres	: Mai 2009
Date de début du contrat de sous-traitance	: Décembre 2009
Nom du sous-contractant (ou firme)	: GIE GTS
Objet du contrat	: Equipement en matériels de couture des 9 centres
Coût du contrat	: 30 240 € (19.836.000 FCFA)
Durée du contrat	: 120 jours
Résultats produits	: Equipements réceptionnés et livrés aux centres

Sous-traitance et appels d'offres
Construction ateliers de transit à Bambey

Mode de passation du marché	: Appel d'offres
Date de l'appel d'offres	: Mars 2010
Date de début du contrat de sous-traitance	: Novembre 2010
Nom du sous-contractant (ou firme)	: EBTP PAPA LO
Objet du contrat	: Construction ateliers de transit à Bambey
Coût du contrat	: 68 850 € (43.850.236 FCFA)
Durée du contrat	: 120 jours
Résultats produits	: Equipements réceptionnés et livrés aux centres

**Sous-traitance et appels d'offres
Construction ateliers de transit à Diourbel**

Mode de passation du marché	: Appel d'offres
Date de l'appel d'offres	: Mars 2010
Date de début du contrat de sous-traitance	: Novembre 2010
Nom du sous-contractant (ou firme)	: GIE ASENAK
Objet du contrat	: Construction ateliers de transit à Diourbel
Coût du contrat	: 85 909 € (56.352.122 FCFA)
Durée du contrat	: 120 jours
Résultats produits	: Equipements réceptionnés et livrés aux centres

**Sous-traitance et appels d'offres
Conception et impression Calendriers chevalets pour le projet et le 9 CRETF et CETF**

Mode de passation du marché	: Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	: Novembre 2010
Date de début du contrat de sous-traitance	: Décembre 2010
Nom du sous-contractant (ou firme)	: BAOL IMPRESSION
Objet du contrat	: Conception et impression Calendriers chevalets pour le projet et le 9 CRETF et CETF
Coût du contrat	: 7 806 € (5. 120.000 FCFA)
Durée du contrat	: 30 jours
Résultats produits	: Calendriers conçus, validés, imprimés et livrés

Sous-traitance et appels d'offres
Achat de mobiliers de bureau pour les CAI des 5 nouveaux CRETF et CETF

Mode de passation du marché	: Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	: Juillet 2011
Date de début du contrat de sous-traitance	: Juillet 2011
Nom du sous-contractant (ou firme)	: DAOUD BUREAUX
Objet du contrat	: Equipements bureautiques des 5 nouveaux CRETF et CETF
Coût du contrat	: 6 586 € (4.320.000 FCFA)
Durée du contrat	: 30 jours
Résultats produits	: Equipements de bureau livrés

Sous-traitance et appels d'offres
Achat de matériels informatiques pour les CAI des 5 nouveaux CRETF et CETF

Mode de passation du marché	: Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	: Juillet 2011
Date de début du contrat de sous-traitance	: Juillet 2011
Nom du sous-contractant (ou firme)	: PAPETERIE BUROTIC SERVICES
Objet du contrat	: Achat matériels informatiques des 5 nouveaux CRETF et CETF
Coût du contrat	: 16 381 € (10.745.000 FCFA)
Durée du contrat	: 30 jours
Résultats produits	: Equipements Matériels informatiques livrés

Sous-traitance et appels d'offres
Achat de Fournitures de bureau pour l'UGP

Mode de passation du marché	: Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	: Août 2011
Date de début du contrat de sous-traitance	: Août 2011
Nom du sous-contractant (ou firme)	: PAPETERIE BUROTIC SERVICES
Objet du contrat	: Fournitures de bureau pour UGP
Coût du contrat	: 1 344 € (881.800 FCFA)
Durée du contrat	: 30 jours
Résultats produits	: Fourntiures de bureau livrées

Sous-traitance et appels d'offres
Construction Jardin d'application pour le CETF de Nioro

Mode de passation du marché	: Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	: Septembre 2011
Date de début du contrat de sous-traitance	: Octobre 2011
Nom du sous-contractant (ou firme)	: Entrepreneur Elimane NDIAYE
Objet du contrat	: Construction Jardin d'application pour le CETF de Nioro
Coût du contrat	: 7 219 € (4.735.580 FCFA)
Durée du contrat	: 30 jours
Résultats produits	: Constructions livrées

Sous-traitance et appels d'offres
Achat de mobiliers de bureau pour le Centre de Documentation du CETF de Bambey

Mode de passation du marché	: Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	: Septembre 2011
Date de début du contrat de sous-traitance	: Septembre 2011
Nom du sous-contractant (ou firme)	: DAOUD BUREAUX
Objet du contrat	: Achat de mobiliers de bureau pour le Centre de Documentation du CETF de Bambey
Coût du contrat	: 9 147 € (6.000.000 FCFA)
Durée du contrat	: 30 jours
Résultats produits	: Equipements de bureau livrés

Sous-traitance et appels d'offres
Achat d'équipement de cuisine pour le Restaurant d'application du CETF de Bambey

Mode de passation du marché	: Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	: Octobre 2011
Date de début du contrat de sous-traitance	: Octobre 2011
Nom du sous-contractant (ou firme)	: KAMA SERVICES
Objet du contrat	: Achat d'équipement de cuisine pour le Restaurant d'application du CETF de Bambey
Coût du contrat	: 3 240 € (2.125.000 FCFA)
Durée du contrat	: 30 jours
Résultats produits	: Equipements de cuisine livrés

Sous-traitance et appels d'offres
Installation et équipement de stands pour la foire de la formation professionnelle

Mode de passation du marché	: Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	: Novembre 2011
Date de début du contrat de sous-traitance	: Novembre 2011
Nom du sous-contractant (ou firme)	: GROUPE FORTUNA INVESTMENT
Objet du contrat	: Installation et équipement de stands pour la foire de la formation professionnelle
Coût du contrat	: 11 510 € (7.550.000 FCFA)
Durée du contrat	: 30 jours
Résultats produits	: Stands montés, équipés et livrés

Sous-traitance et appels d'offres
Achat d'équipement de couture pour les Ateliers de Transit du CRETF de Diourbel

Mode de passation du marché	: Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	: Novembre 2011
Date de début du contrat de sous-traitance	: Décembre 2011
Nom du sous-contractant (ou firme)	: ALIPHAJOE
Objet du contrat	: Achat d'équipement de couture pour les ateliers De transit du CRETF de Diourbel
Coût du contrat	: 8 229 € (5.726.000 FCFA)
Durée du contrat	: 30 jours
Résultats produits	: Equipements de couture livrés

Sous-traitance et appels d'offres
Achat de matériels informatiques pour 14 CRETF et CETF

Mode de passation du marché	: Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	: Janvier 2012
Date de début du contrat de sous-traitance	: Janvier 2012
Nom du sous-contractant (ou firme)	: A B TRADE AND SERVICES
Objet du contrat	: Achat matériels informatiques pour les 14 CRETF et CETF
Coût du contrat	: 6 029 € (3.955.000 FCFA)
Durée du contrat	: 30 jours
Résultats produits	: Equipements Matériels informatiques livrés

Sous-traitance et appels d'offres
Achat de mobiliers de bureau pour les Ateliers de Transit du CRETF de Diourbel

Mode de passation du marché	: Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	: Janvier 2012
Date de début du contrat de sous-traitance	: Janvier 2012
Nom du sous-contractant (ou firme)	: DAOUD BUREAUX
Objet du contrat	: Achat de mobiliers de bureau pour les Ateliers De Transit du CRETF de Diourbel
Coût du contrat	: 9 147 € (6.000.000 FCFA)
Durée du contrat	: 30 jours
Résultats produits	: Equipements de bureau livrés

Sous-traitance et appels d'offres
Achat d'équipements de Teinture pour les Ateliers de Transit du CRETF de Diourbel

Mode de passation du marché	: Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	: Novembre 2011
Date de début du contrat de sous-traitance	: Décembre 2011
Nom du sous-contractant (ou firme)	: SERDI IMPRESSION
Objet du contrat	: Achat équipement de Teinture pour les ateliers De transit du CRETF de Diourbel
Coût du contrat	: 8 664 € (5.683.000 FCFA)
Durée du contrat	: 30 jours
Résultats produits	: Equipements de teinture livrés

Sous-traitance et appels d'offres
Achat d'équipement de climatisation pour le Restaurant d'application du CETF de Bambe

Mode de passation du marché	: Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	: Janvier 2012
Date de début du contrat de sous-traitance	: Février 2012
Nom du sous-contractant (ou firme)	: KAMA SERVICES
Objet du contrat	: Achat d'équipement de climatisation pour le Restaurant d'application du CETF de Bambe
Coût du contrat	: 3 448 € (2.261.528 FCFA)
Durée du contrat	: 30 jours
Résultats produits	: Equipements de climatisation livrés

Sous-traitance et appels d'offres
Achat de matériels informatiques pour 14 CRETF et CETF

Mode de passation du marché	: Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	: Janvier 2012
Date de début du contrat de sous-traitance	: Février 2012
Nom du sous-contractant (ou firme)	: A B TRADE AND SERVICES
Objet du contrat	: Achat matériels informatiques pour les 14 CRETF et CETF
Coût du contrat	: 3 011 € (1.975.000 FCFA)
Durée du contrat	: 30 jours
Résultats produits	: Equipements Matériels informatiques livrés

Sous-traitance et appels d'offres
Conception et impression de livrets de stage pour les 14 CRETF et CETF

Mode de passation du marché	: Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	: Janvier 2012
Date de début du contrat de sous-traitance	: Février 2012
Nom du sous-contractant (ou firme)	: A B TRADE AND SERVICES
Objet du contrat	: Conception et impression de livrets de stag pour les 14 CRETF et CETF
Coût du contrat	: 2 385 € (1.564.580 FCFA)
Durée du contrat	: 30 jours
Résultats produits	: Livrets de stage conçus et livrés

Sous-traitance et appels d'offres
Achat d'équipements de couture pour les activités de Transit des 14 CRETF et CETF

Mode de passation du marché	: Consultation restreinte
Date de l'appel d'offres	: Janvier 2012
Date de début du contrat de sous-traitance	: Février 2012
Nom du sous-contractant (ou firme)	: ALIPHAJOE
Objet du contrat	: Achat d'équipements de couture pour les activités de Transit des 14 CRETF et CETF
Coût du contrat	: 6 845 € (4.490.000 FCFA)
Durée du contrat	: 30 jours
Résultats produits	: Equipements de couture livrés

Annexe 6. Formations

Type de formation	Pays, Institution, Durée	Nom ou Nombre de personnes formées	Dates de la formation	Sujet ,contenu et niveau
Workshop				
1 – Définition des profils professionnels (filères traditionnelles)	Mbour, 06 jours	98	du 24 au 29 mai 2008	Définition des profils professionnels (filères traditionnelles)
2 – Ecriture des programmes de formation (filères traditionnelles)	Ndangane Sambou (Fatick) 06 jours	68	Du 19 au 24 septembre 2008	Ecriture des programmes de formation (filères traditionnelles)
3 - Définition des profils professionnels (nouvelles filères)	Mbour 06 jours	82	du 03 au 09 Mars 2009	Définition des profils professionnels (nouvelles filères)
4 – Ecriture des nouveaux programmes de formation	Mbour 08 jours	94	du 04 au 11 Mai 2009	Ecriture des nouveaux programmes de formation
5 – Production des référentiels de certification	Mbour 12 jours	58	du 06 au 18 Décembre 2009	Production des référentiels de certification
Autres (Formations)				
Formation des formateurs des CRETF et CETF	Chambre de commerce de Kaolack	216	Du 18 au 23 Août 2008	Formation sur les Techniques d'enquêtes
Formation des formateurs des CRETF et CETF	CRETF de Diourbel	18	Du 08 au 19 Septembre 2008	Formation en GERME
Formation des formateurs des CRETF et CETF	CRETF de Fatick, Kaolack et Diourbel	18	Du 20 au 29 Octobre 2008	Formation en TRIE - GERME,
Formation des formateurs des CRETF et CETF	Chambre de commerce de Kaolack	97	Du 15 au 29 novembre 2008	Formation en Restauration, Habillement Techniques de Collectivité

Formation des formateurs des CRETF et CETF	Chambre de commerce de Kaolack	18	Du 01 au 02 décembre 2008	Formation en techniques d'élaboration de projets
Formation des formateurs des CRETF et CETF	CRETF Fatick	18	Du 03 au 07 décembre 2008	Formation des formateurs en Informatique
Formation des Responsables communication CRETF et CETF	Chambre de commerce de Kaolack	18	Du 16 au 20 février 2009	Formation en Communication
Formation des formateurs des CRETF et CETF	UGP FORPROFEM	18	Du 24 au 28 Février 2009	Formation en Développement personnel et professionnel
Formation des Responsables communication CRETF et CETF	Chambre de Commerce de Kaolack	18	Du 14 au 18 Septembre 2009	Formation en gestion de site et en gestion de cyber
Formation des Chefs d'établissement et des Formateurs des CRETF et CETF	Centre ALIPHAJOE de Dakar	27	Du 02 au 07 Nvovembre 2009	Formation en genre
Formation des Responsables de pôles des CRETF et CETF	ITA de Dakar	18	Du 21 au 24 Décembre 2009	Formation en législation du travail et en recherche d'emploi
Co financement avec FONDEF formation des formateurs des CRETF et CETF		49	Du 04 au 12 Janvier 2010 et du 29 Mars au 18 Avril 2010	Formation en Coupe/couture, infographie, sérigraphie.
Formation des formateurs des CRETF et CETF		20	Du 18 au 31 Mai 2010	Formation en transformation de céréales locales
Formation technique des formateurs des CRETF et CETF		84	Du 20 au 31 juillet 2010	Formations techniques en Restauration, Habillement et Sociel

ANNEXE 8. Interventions des Bailleurs de fonds

Interventions d'autres bailleurs de fonds sur le même projet ou dans des projets contribuant à un même objectif spécifique.

Bailleurs de fonds intervenant dans le même projet				
Bailleurs de fonds	Nom de l'intervention	Budget	Principaux objectifs	Commentaires

Bailleurs de fonds contribuant à un même objectif spécifique				
Bailleurs de fonds	Nom de l'intervention	Budget	Principaux objectifs	Commentaires
LUX DEV (Coopération Luxembourgeoise	SEN024	18 millions d'euros	Contribuer à la mise en œuvre de la politique sectorielle de la FPT	D'une manière générale, participer à la revalorisation de la qualité de la formation dans les structures de formation professionnelle